



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire

N° 142 – 4^{ème} trimestre 2009

Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
1. Synthèse	4
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière	9
<i>Les avoirs des ménages</i>	10
<i>Les avoirs des sociétés</i>	11
3. L'endettement des agents économiques	13
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	13
<i>L'endettement des ménages</i>	14
<i>L'endettement des entreprises</i>	14
<i>L'endettement des collectivités locales</i>	15
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	16
4. Les engagements bancaires	17
4.1 Les engagements sectoriels	17
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité	19
5. Rappel des taux	20
5.1 Taux réglementés	20
5.2 Principaux taux de marché	20
5.3 Taux de l'usure	20
6. Monnaie fiduciaire	21
6.1 Emission de billets euros	21
6.2 Emission de pièces euros	21

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor Public sont assimilés à des établissements locaux.

2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, LDD et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuille-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre-et-Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia Crédit Local, l'Agence française de développement (AFD), la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service Central des Risques (SCR) et SCR douteux

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

1. Evolution monétaire et financière internationale

Les effets de la crise économique et financière semblent progressivement s'atténuer. Un retour de la croissance a été enregistré depuis le second semestre 2009 dans les principales économies mondiales, mais il demeure timide et fragile. La reprise reste fortement dépendante des politiques publiques et plus particulièrement de l'inflexion de leur appui, après les actions massives et concertées de l'année 2009 (plans de relance, baisses des taux directeurs des banques centrales).

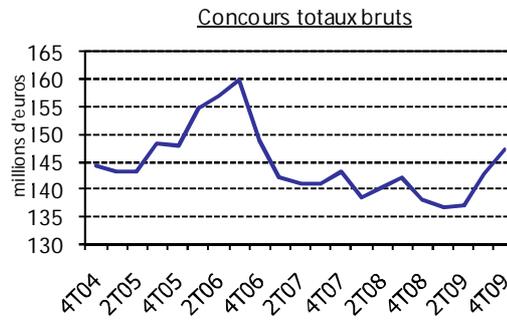
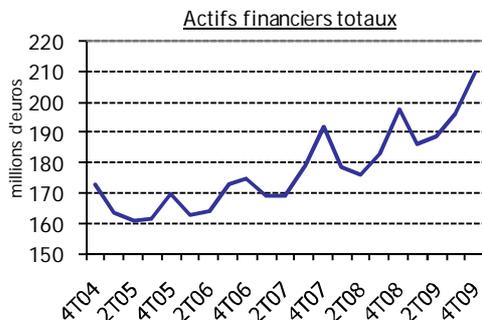
Dans la zone euro, l'activité économique a continué de croître modérément sur le dernier trimestre 2009 dans un contexte de stabilité des prix et d'excédent commercial (22,3 milliards d'euros à fin 2009). Mais le marché de l'emploi demeure tendu et les prêts bancaires au secteur privé ont observé une croissance atone sur l'année 2009. L'attention se porte également sur la résorption des déficits budgétaires nationaux, et notamment ceux de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne. Aux Etats-Unis, le plan de relance de 787 milliards de dollars, signé en février 2009, a contribué à sortir le pays de la récession économique mais le chômage se maintient à des niveaux historiquement élevés (9,7 %). En Asie, la menace d'une surchauffe et la formation de bulles spéculatives ont conduit les autorités monétaires chinoises à opérer pour la 2ème fois depuis le début de l'année 2010 un resserrement monétaire.

Les taux directeurs des principales économies mondiales sont demeurés à des niveaux planchers, soit dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 % aux Etats-Unis et à 1 % dans la zone euro. Les décisions de politique monétaire semblent toutefois s'infléchir. Ainsi, pour la première fois depuis le début de la crise, la FED a relevé au cours du mois de février 2010 son taux d'escompte de 0,5 % à 0,75 %. De son côté, le Conseil des gouverneurs de la BCE a annoncé qu'il prendra début mars 2010 des décisions concernant l'opportunité de maintenir des mesures non conventionnelles dans un contexte d'amélioration de la situation sur les marchés financiers.

Le rebond observé sur les grandes places boursières tout au long de l'année 2009 a légèrement fléchi sur le début de l'année 2010. Par ailleurs, l'euro a été exposé à de fortes tensions, sous l'effet de l'ampleur des déficits budgétaires de plusieurs pays de la zone euro. Son cours a atteint ses plus bas niveaux depuis mai 2009, passant sous la barre des 1,35 euro pour un dollar. Le prix du baril de pétrole se maintient à un niveau élevé, autour de 78 dollars dans le courant du mois de février 2010.

2. Evolution financière et bancaire à Saint-Pierre-et-Miquelon

Les actifs financiers continuent de progresser (+ 6,2 % sur un an). L'encours brut total des crédits à l'économie progresse de 6,6 % et l'amélioration du taux de créances douteuses brutes se confirme (- 1,6 point). L'augmentation de l'encours sain (+ 9,9 %) est ainsi supérieure à celle de l'encours brut. Cette croissance des engagements est soutenue par les crédits d'investissement et les crédits à l'habitat.

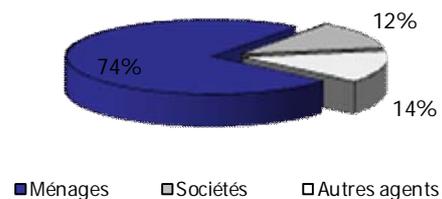


2.1. Progression des actifs financiers de la place

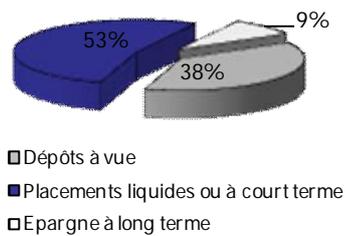
L'ensemble des **actifs financiers** détenus par les agents économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon a progressé de 6,2 % sur un an pour s'établir à 209,641 millions d'euros à fin décembre 2009.

Les ménages détiennent une part prépondérante de ces actifs (74 %), contre 12 % pour les entreprises et 14 % pour les autres agents.

Répartition des actifs par agent
au 31 décembre 2009



Répartition des actifs financiers par nature
au 31 décembre 2009



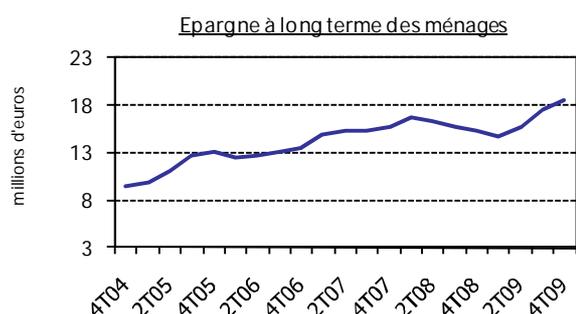
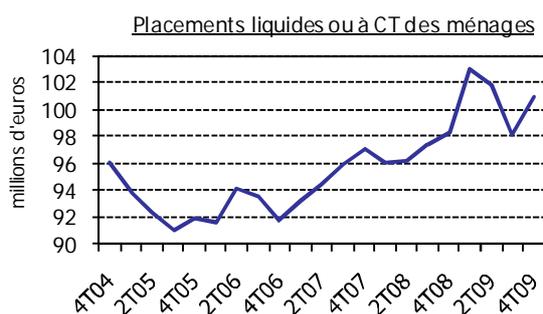
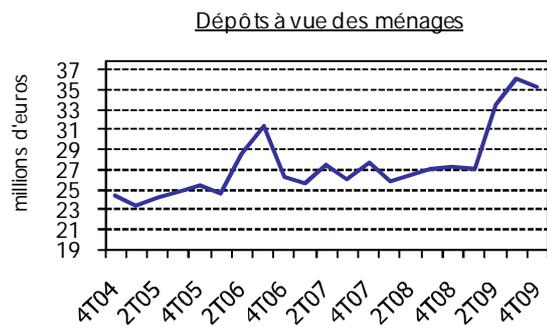
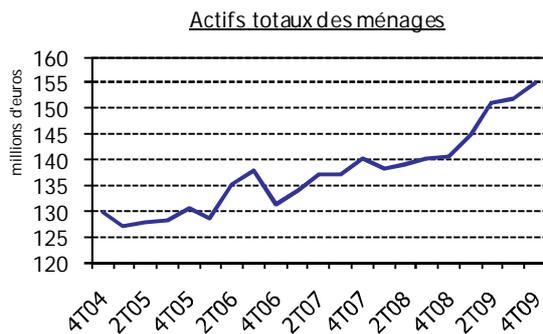
Les actifs sont principalement constitués de placements liquides ou à court terme (53 %). Les dépôts à vue représentent 38 % des actifs, et l'épargne à long terme 9 %.

a) Les actifs financiers des ménages

Les actifs des **ménages** (154,887 millions d'euros) enregistrent une hausse de 10,0 % sur un an (soit + 14,060 millions d'euros), principalement imputable à l'augmentation de 7,942 millions d'euros des *dépôts à vue*.

Les *placements liquides ou à court terme* (100,958 millions d'euros) affichent un accroissement relativement plus modéré (+ 2,8 % après + 0,9 % au troisième trimestre), résultant d'évolutions contrastées : les comptes d'épargne à régime spécial augmentent de 12,083 millions d'euros tandis que les placements indexés sur les taux de marché régressent de 9,287 millions d'euros.

L'*épargne à long terme* (18,645 millions d'euros) progresse de 21,7 % sur un an après 11,7 % au 3^{ème} trimestre : les OPCVM non monétaires (5,126 millions d'euros) augmentent de 33,5 %, les plans d'épargne logement (2,253 millions d'euros) et les contrats d'assurance vie (11,266 millions d'euros) enregistrent des hausses respectives de 4,1 % et de 20,9 %.

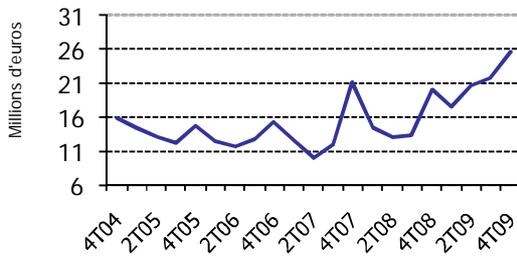


b) Les actifs financiers des entreprises

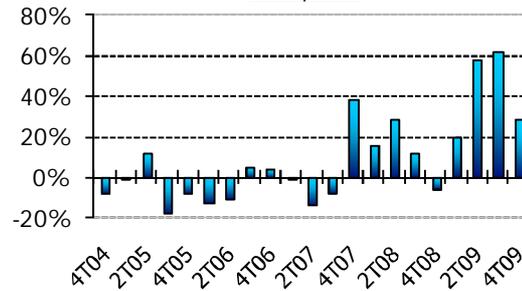
A fin décembre 2009, les actifs des **entreprises** s'élèvent à 25,825 millions d'euros et représentent 12% de l'épargne totale des agents de la place.

Les actifs de toutes les catégories progressent : les *dépôts à vue* affichent une hausse de 3,473 millions d'euros sur un an, les *placements liquides ou à court terme* augmentent de 2,281 millions d'euros.

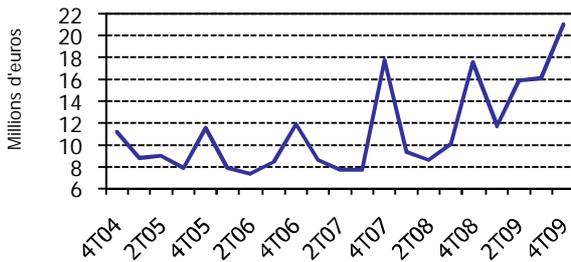
Evolution des actifs des entreprises



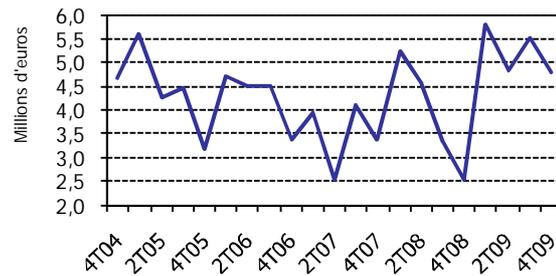
Variation en glissement annuel des actifs des entreprises



Evolution des dépôts à vue des entreprises



Evolution des placements liquides des entreprises



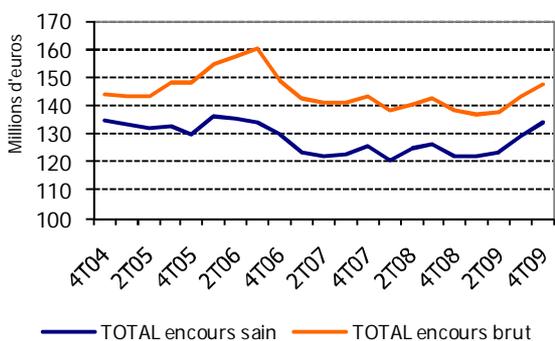
c) Les actifs financiers des autres agents

Les actifs des **autres agents** (28,929 millions d'euros) poursuivent leur repli (- 20,9 % sur an soit - 7,629 millions d'euros). Ce recul reflète tant l'évolution des *dépôts à vue* (- 2,977 millions d'euros) que celle des *placements liquides ou à court terme* (- 4,652 millions d'euros). Les *comptes à terme*, particulièrement affectés par la baisse des taux, se sont repliés de 4,441 millions d'euros sur un an.

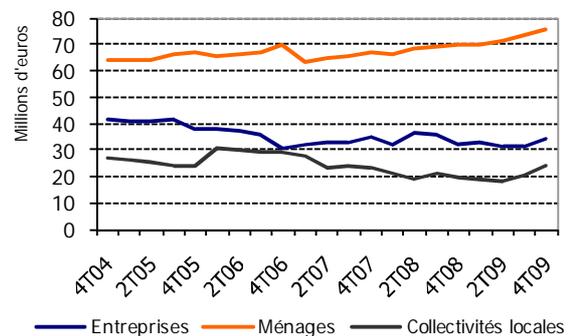
2.2. Evolution favorable des financements bancaires octroyés par les établissements de crédit

L'**encours brut total** des crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit progresse de 6,6 % pour s'établir à 147,227 millions d'euros à fin décembre 2009. Les créances douteuses brutes fléchissent de 18,4 %, portant le taux de créances douteuses à 8,9 % à la fin du trimestre (soit - 2,7 points sur un an). L'**encours sain total** affiche un accroissement de 9,9 % (en glissement annuel).

Evolution des encours à taux



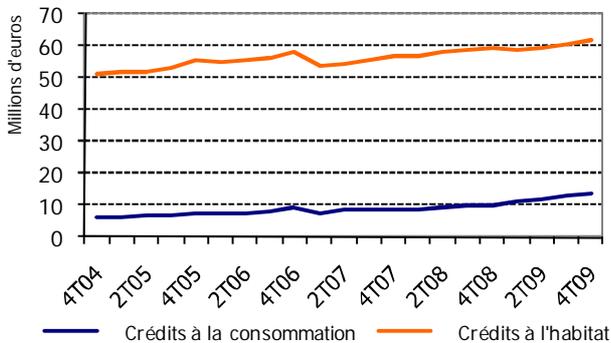
Evolution des encours sains par agent



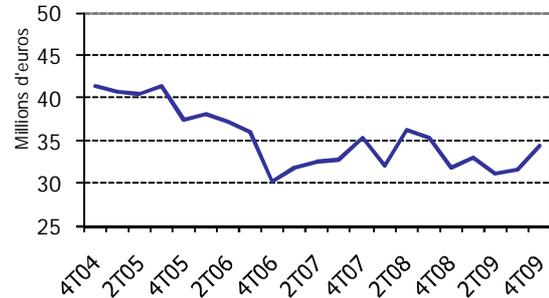
L'**encours sain des ménages**, qui s'élève à 75,555 millions d'euros à fin décembre, a progressé de manière régulière depuis le 1^{er} trimestre 2008, affichant à la fin de l'année 2009 un taux de croissance de 8,1 % sur un an (+ 5,680 millions d'euros). Cette évolution repose, d'une part, sur celle des crédits à la consommation (+ 3,353 millions d'euros) et, d'autre part, sur celle des crédits à l'habitat (+ 2,995 millions d'euros). Les crédits à l'habitat (62,106 millions d'euros) représentent 82 % de l'encours sain des ménages. Les crédits accordés aux ménages sont financés à 99 % par des établissements de crédit locaux.

Après deux baisses consécutives aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres (- 14,0 % puis - 10,9 %), l'**encours sain des entreprises** s'accroît de 7,7 % sur un an (soit + 2,446 millions d'euros), l'encours relatif aux établissements de crédit de la place - qui financent ces entreprises à hauteur de 91 % - augmentant de 9,5 %. Cette progression est imputable à la hausse de 23,7 %, au cours du dernier trimestre, des crédits d'investissement qui constituent 82 % des encours des entreprises.

Evolution des encours des ménages



Evolution des encours des entreprises

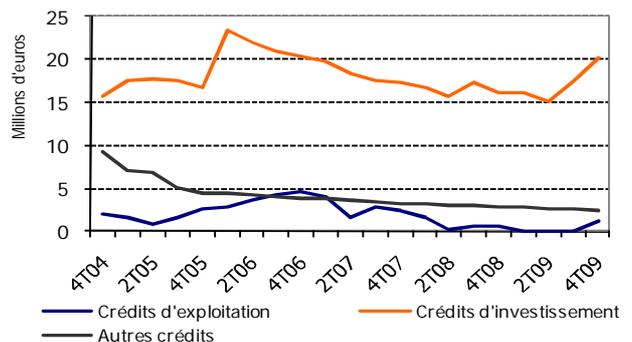


Enfin, l'**encours sain des collectivités locales** (23,686 millions d'euros) enregistre une hausse de 21,1 % sur un an (soit + 4,125 millions d'euros).

Il représente 18 % de l'ensemble des crédits octroyés et est constitué à 85 % de crédits d'investissement.

Les crédits d'investissement, qui s'élèvent à 20,153 millions d'euros à fin décembre, s'accroissent de 4,006 millions d'euros (+ 24,8 % sur un an).

Evolution des crédits aux collectivités locales

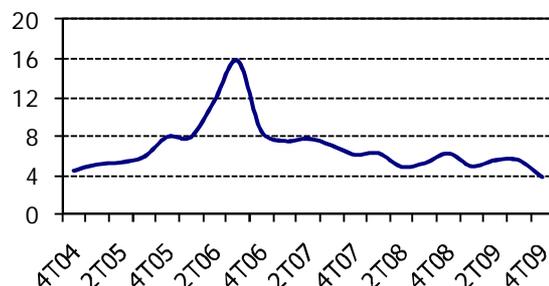


2.3. Evolution du risque de crédit au quatrième trimestre 2009

Les créances douteuses brutes (13,162 millions d'euros au 31 décembre 2009) ont diminué de 2,962 millions d'euros en un an. Le taux de créances douteuses brutes a continué de baisser pour s'établir à 8,9 % à fin décembre.

Les **créances douteuses nettes** reculent de 2,434 millions d'euros sur un an. Cette évolution reflète la diminution des créances douteuses nettes des entreprises alors que celles des ménages augmentent de 0,374 million d'euros.

Evolution des créances douteuses nettes



3. Les risques recensés au Service Central des Risques

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les concours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France (actuellement de 25 000 euros).

Le montant global des déclarations de risques auprès du Service Central des Risques de la Banque de France est en repli de 4,0 % sur un an à 74,951 millions d'euros.

L'encours de risques le plus élevé est porté par le secteur Administrations et Collectivités locales qui représente 23 % des risques de la place, soit 17,267 millions d'euros, en hausse de 4,6 % sur un an.

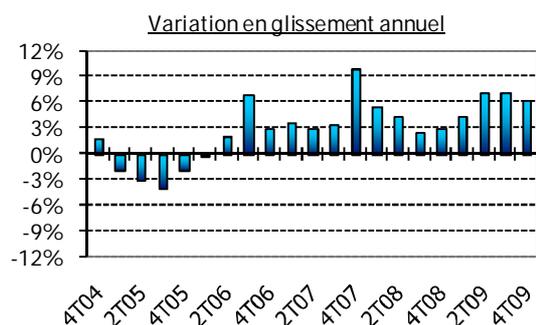
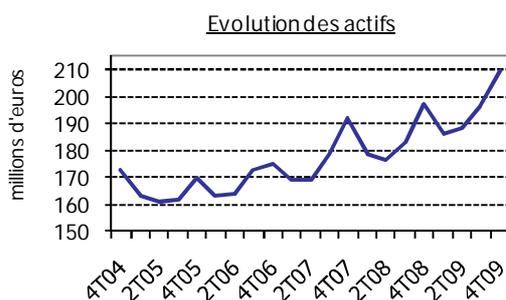
L'encours du secteur de la Construction se replie (- 37,3 % sur un an, soit - 5,648 millions d'euros) et ne représente plus que 13 % des encours de la place (contre 19 % au 4^{ème} trimestre 2008). Cette évolution est imputable à la baisse de 1,966 millions d'euros des crédits à court terme et de 3,390 millions d'euros des engagements de garantie générés dans le cadre du financement du chantier du nouvel hôpital.

Le commerce (14 % de l'encours total) enregistre également une diminution significative : - 21,4 % sur un an (- 2,824 millions d'euros). Le secteur des transports et communications (10 % de l'encours total) et les activités immobilières (11 % de l'encours total) se replient respectivement de 28 % et de 20 %.

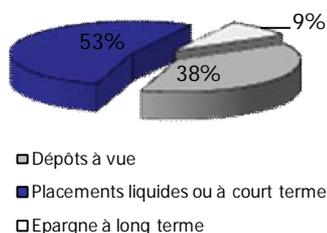
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

Actifs par agent	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 an	1 trim
Sociétés	21,267	14,531	13,103	13,353	20,071	17,460	20,746	21,698	25,825	28,7%	19,0%
Dépôts à vue	17,873	9,290	8,571	9,999	17,560	11,676	15,928	16,196	21,033	19,8%	29,9%
Placements liquides ou à court terme	3,394	5,241	4,532	3,354	2,511	5,784	4,818	5,502	4,792	90,8%	-12,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,007	0,007	0,007	0,007	0,000	0,000					
Placements indexés sur les taux du marché	3,387	5,234	4,525	3,347	2,511	5,784	4,818	5,502	4,792	90,8%	-12,9%
<i>dont comptes à terme</i>	3,387	5,234	4,525	3,347	2,511	5,784	4,818	5,502	4,792	90,8%	-12,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>											
<i>dont certificats de dépôts</i>											
Epargne à long terme											
<i>dont OPCVM non monétaires</i>											
Ménages	140,384	138,492	138,949	140,082	140,827	144,822	151,104	151,913	154,887	10,0%	2,0%
Dépôts à vue	27,617	25,811	26,419	27,002	27,342	27,069	33,490	36,144	35,284	29,0%	-2,4%
Placements liquides ou à court terme	97,044	95,968	96,152	97,298	98,162	102,985	101,839	98,139	100,958	2,8%	2,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	33,443	33,264	32,958	33,288	35,600	36,433	38,967	43,779	47,683	33,9%	8,9%
<i>Livrets ordinaires</i>	27,675	27,331	26,958	27,089	29,046	29,878	32,675	37,524	41,256	42,0%	9,9%
<i>Livrets A et bleu</i>	5,281	5,390	5,435	5,588	5,933	5,933	5,825	5,784	5,977	0,7%	3,3%
<i>Livrets jeunes</i>	0,446	0,497	0,503	0,548	0,576	0,581	0,429	0,432	0,428	-25,7%	-0,9%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	0,000										
<i>CODEVI</i>	0,000										
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0,041	0,046	0,062	0,063	0,045	0,041	0,038	0,039	0,022	-51,1%	-43,6%
Placements indexés sur les taux du marché	63,601	62,704	63,194	64,010	62,562	66,552	62,872	54,360	53,275	-14,8%	-2,0%
<i>dont comptes à terme</i>	61,362	60,583	61,196	62,020	60,599	64,589	61,029	52,743	52,176	-13,9%	-1,1%
<i>dont bons de caisse</i>	2,239	2,121	1,998	1,990	1,963	1,963	1,843	1,617	1,099	-44,0%	-32,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>						0,000					
Epargne à long terme	15,723	16,713	16,378	15,782	15,323	14,768	15,775	17,630	18,645	21,7%	5,8%
<i>Plans d'épargne logement</i>	2,080	2,039	2,073	2,077	2,164	2,016	2,182	2,180	2,253	4,1%	3,3%
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0,000										
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0,000										
<i>Portefeuille-titres</i>											
<i>OPCVM non monétaires</i>	5,479	5,591	4,918	4,441	3,840	3,433	4,114	5,101	5,126	33,5%	0,5%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	8,164	9,083	9,387	9,264	9,319	9,319	9,479	10,349	11,266	20,9%	8,9%
Autres agents	30,190	25,272	24,120	29,829	36,558	23,935	16,725	22,582	28,929	-20,9%	28,1%
Dépôts à vue	20,603	16,646	13,556	19,404	26,482	16,655	11,385	17,458	23,505	-11,2%	34,6%
Placements liquides ou à court terme	9,587	8,626	10,564	10,425	10,076	7,280	5,340	5,124	5,424	-46,2%	5,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,561	3,408	3,839	3,642	4,126	4,099	3,836	3,696	3,915	-5,1%	5,9%
Placements indexés sur les taux du marché	6,026	5,218	6,725	6,783	5,950	3,181	1,504	1,428	1,509	-74,6%	5,7%
<i>dont comptes à terme</i>	6,026	5,218	6,725	6,783	5,950	3,181	1,504	1,428	1,509	-74,6%	5,7%
Epargne à long terme	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
TOTAL	191,841	178,295	176,172	183,264	197,456	186,217	188,575	196,193	209,641	6,2%	6,9%
Dépôts à vue	66,093	51,747	48,546	56,405	71,384	55,400	60,803	69,798	79,822	11,8%	14,4%
Placements liquides ou à court terme	110,025	109,835	111,248	111,077	110,749	116,049	111,997	108,765	111,174	0,4%	2,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	37,011	36,679	36,804	36,937	39,726	40,532	42,803	47,475	51,598	29,9%	8,7%
Placements indexés sur les taux du marché	73,014	73,156	74,444	74,140	71,023	75,517	69,194	61,290	59,576	-16,1%	-2,8%
Epargne à long terme	15,723	16,713	16,378	15,782	15,323	14,768	15,775	17,630	18,645	21,7%	5,8%

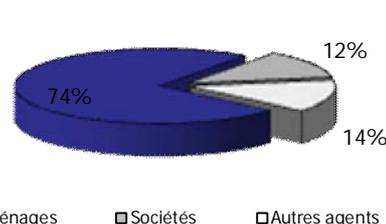
Total des actifs financiers



Répartition des actifs financiers par nature au 31 décembre 2009

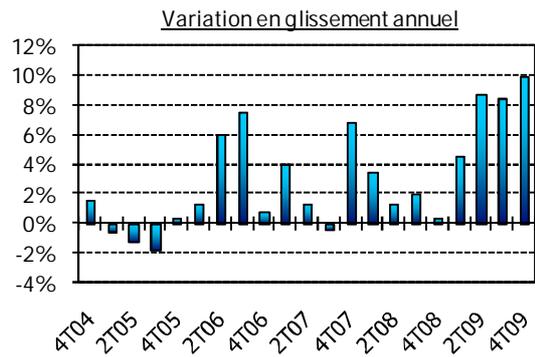
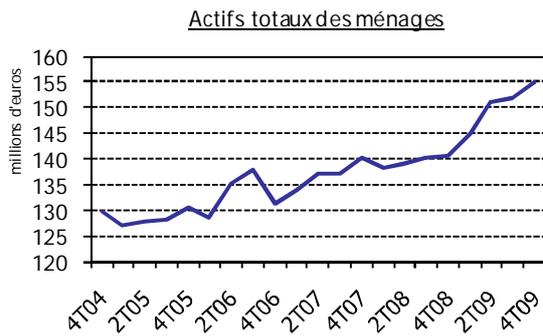


Répartition des actifs par agent au 31 décembre 2009

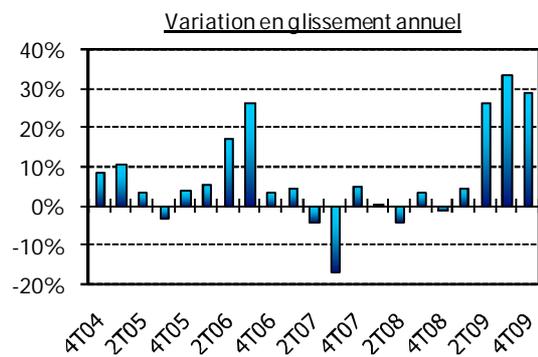
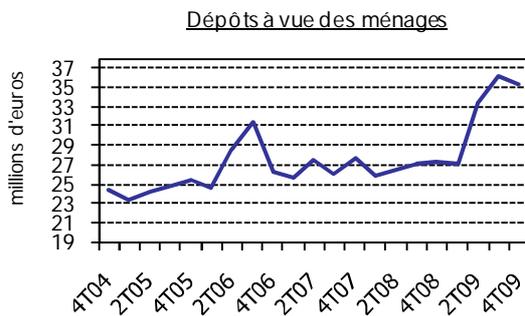


Les avoirs des ménages

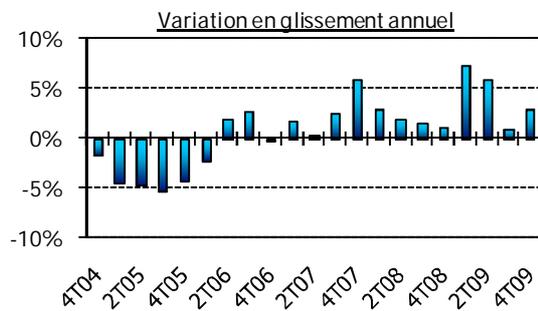
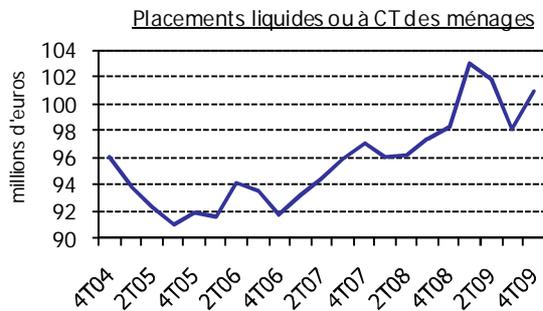
Total des actifs financiers



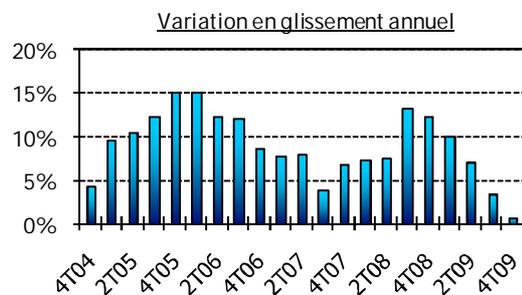
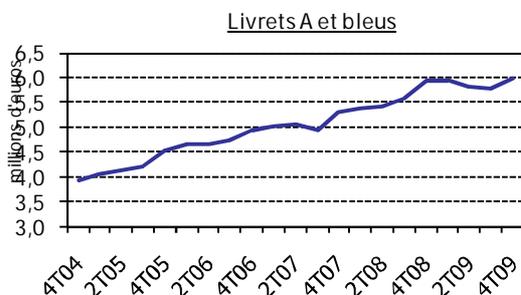
Dépôts à vue



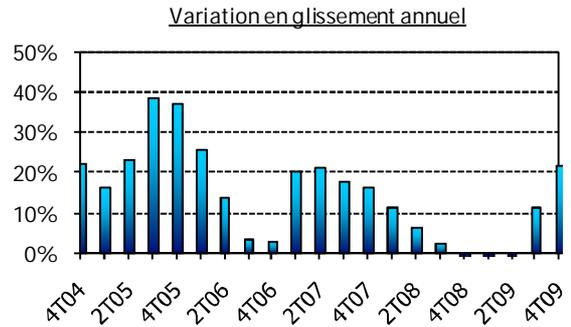
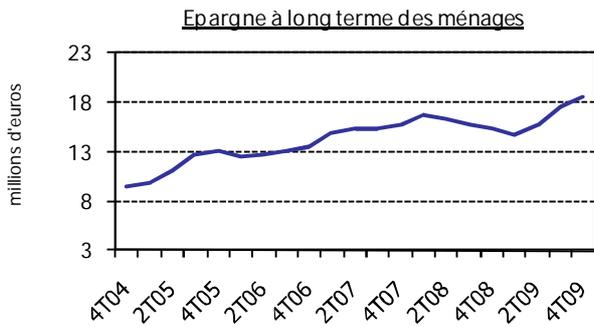
Placements liquides ou à court terme



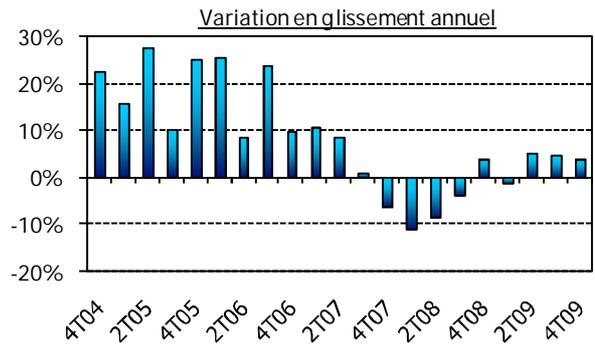
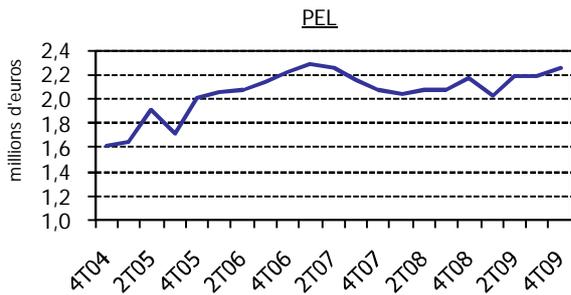
Livrets A et bleu



Epargne à long terme

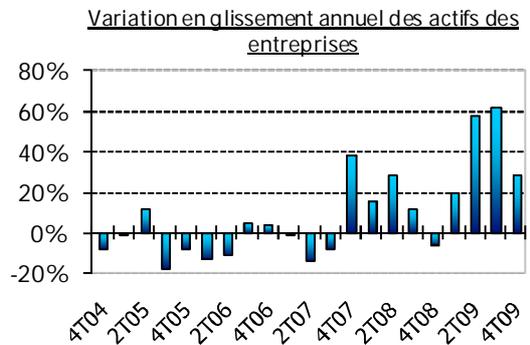
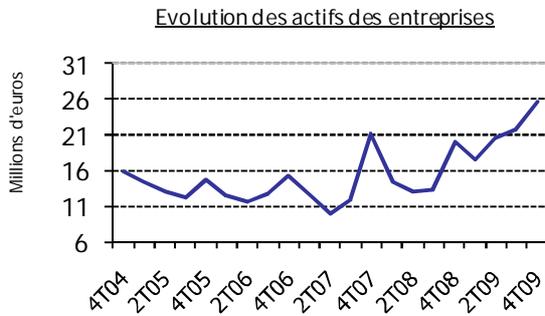


Plans d'épargne logement

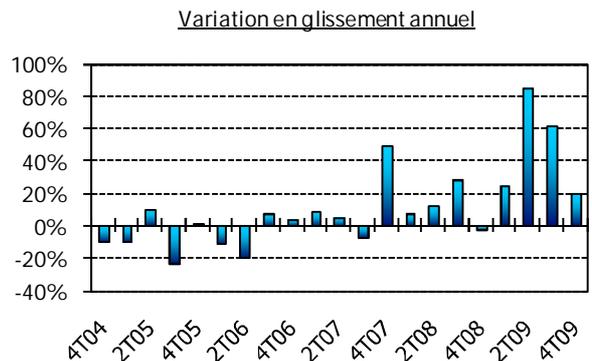
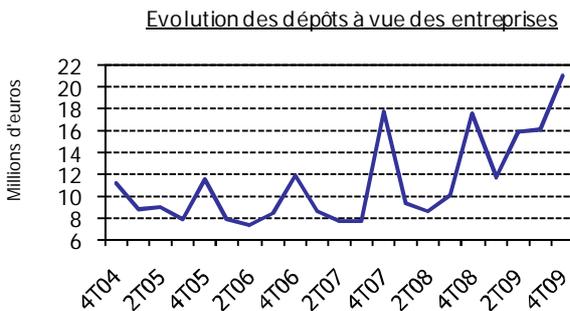


Les avoirs des entreprises

Total des actifs financiers

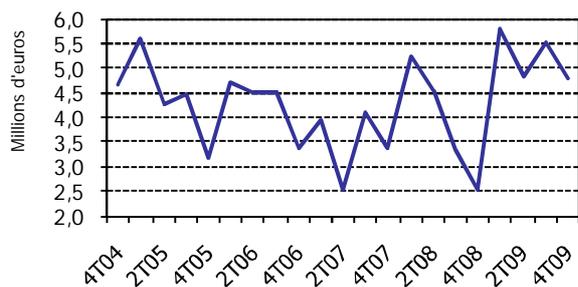


Dépôts à vue

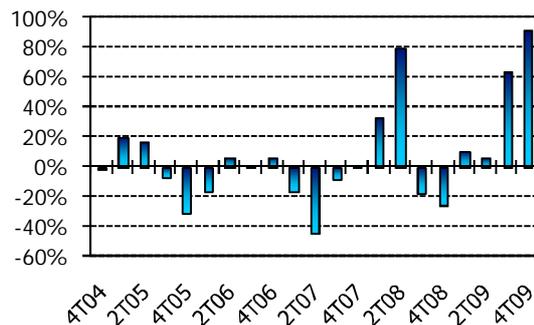


Placements liquides ou à court terme

Evolution des placements liquides des entreprises



Variation en glissement annuel



Les actifs par nature

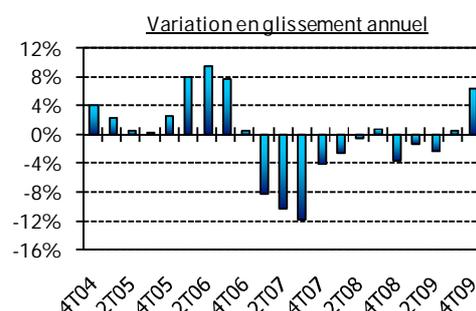
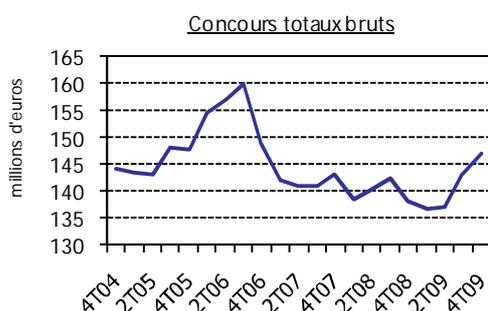
Actifs par nature	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 an	1 trim
Dépôts à vue	66,093	51,747	48,546	56,405	71,384	55,400	60,803	69,798	79,822	11,8%	14,4%
Placements liquides ou à court terme	110,025	109,835	111,248	111,077	110,749	116,049	111,997	108,765	111,174	0,4%	2,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	37,011	36,679	36,804	36,937	39,726	40,532	42,803	47,475	51,598	29,9%	8,7%
Livrets ordinaires	28,146	27,331	26,958	27,089	29,046	29,878	32,675	35,524	41,256	42,0%	16,1%
Livrets A et bleu	5,346	5,390	5,435	5,588	5,933	5,933	5,825	5,784	5,977	0,7%	3,3%
Livrets jeunes	0,446	0,497	0,503	0,548	0,576	0,581	0,429	0,432	0,428	-25,7%	-0,9%
Livrets d'épargne populaire	0,000										
CODEVI	0,000										
Comptes d'épargne logement	0,041	0,046	0,062	0,063	0,045	0,041	0,038	0,039	0,022	-51,1%	
Placements indexés sur les taux du marché	73,014	73,156	74,444	74,140	71,023	75,517	69,194	61,290	59,576	-16,1%	-2,8%
Dépôts à terme	70,775	71,035	72,446	72,150	69,060	73,554	67,351	59,673	58,477	-15,3%	-2,0%
Bons de caisse	2,239	2,121	1,998	1,990	1,963	1,963	1,843	1,617	1,099	-44,0%	
Titres de créances négociables											
OPCVM monétaires											
Epargne à long terme	15,723	16,713	16,378	15,782	15,323	14,768	15,775	17,630	18,645	21,7%	5,8%
Plans d'épargne logement	2,080	2,039	2,073	2,077	2,164	2,016	2,182	2,180	2,253	4,1%	3,3%
Plans d'épargne populaire	0,000										
Autres comptes d'épargne	0,000										
Actions											
Obligations											
OPCVM non monétaires	5,479	5,591	4,918	4,441	3,840	3,433	4,114	5,101	5,126	33,5%	0,5%
Contrats d'assurance-vie	8,164	9,083	9,387	9,264	9,319	9,319	9,479	10,349	11,266	20,9%	8,9%
TOTAL	191,841	178,295	176,172	183,264	197,456	186,217	188,575	196,193	209,641	6,2%	6,9%

3. L'endettement des agents économiques

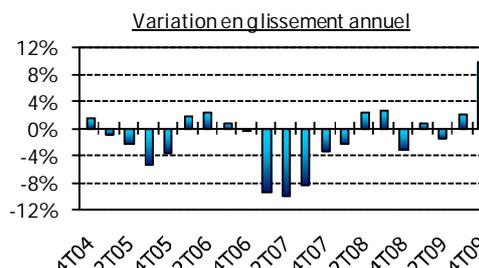
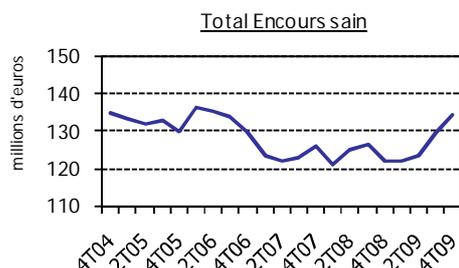
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

Montants en millions d'euros										Variations	
	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 an	1 trim
Entreprises	35,216	32,130	36,217	35,343	31,901	32,906	31,157	31,505	34,347	7,7%	9,0%
Crédits d'exploitation	19,159	15,786	19,788	18,736	16,135	7,855	7,332	8,640	6,066	-62,4%	-29,8%
Créances commerciales	4,364	0,359	2,470	3,059	3,271	0,029	0,026	0,006	0,050	-98,5%	733,3%
Crédits de trésorerie	9,699	9,495	10,152	9,635	9,371	4,475	2,724	4,673	3,641	-61,1%	-22,1%
dont entrepreneurs individuels	0,713	0,635	0,657	0,534	0,511	0,034	0,076	0,038	0,368	-28,0%	868,4%
Comptes ordinaires débiteurs	5,096	5,932	7,166	6,042	3,493	3,351	4,582	3,961	2,375	-32,0%	-40,0%
Affacturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits d'investissement	15,640	15,942	16,043	16,237	15,412	25,051	23,825	22,865	28,281	83,5%	23,7%
Crédits à l'équipement	15,640	15,942	16,043	16,237	15,412	25,051	23,825	22,865	28,281	83,5%	23,7%
dont entrepreneurs individuels	1,805	1,625	1,815	0,865	1,642	2,038	1,753	1,673	1,582	-3,7%	-5,4%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Autres crédits	0,417	0,402	0,386	0,370	0,354	0,000	0,000	0,000	0,000		
Ménages	67,008	66,508	68,679	69,430	69,875	69,556	71,086	73,520	75,555	8,1%	2,8%
Crédits à la consommation	8,883	8,922	9,582	10,130	10,096	11,060	11,689	12,868	13,449	33,2%	4,5%
Crédits de trésorerie	8,329	8,341	8,965	9,598	9,607	10,053	10,472	11,150	11,870	23,6%	6,5%
Comptes ordinaires débiteurs	0,487	0,516	0,553	0,469	0,427	0,946	1,156	1,659	1,521	256,2%	-8,3%
Crédit-bail	0,067	0,065	0,064	0,063	0,062	0,061	0,061	0,059	0,058	-6,5%	-1,7%
Crédits à l'habitat	57,083	56,718	58,334	58,560	59,111	58,496	59,397	60,652	62,106	5,1%	2,4%
Autres crédits	1,042	0,868	0,763	0,740	0,668	0,000	0,000	0,000	0,000	-100,0%	
Collectivités locales	22,960	21,446	18,994	20,998	19,561	18,859	17,868	20,102	23,686	21,1%	17,8%
Crédits d'exploitation	2,419	1,525	0,206	0,672	0,612	0,002	0,055	0,002	1,112	81,7%	
Crédits de trésorerie	1,411	0,720	0,006	0,620	0,612	0,002	0,002	0,001	1,100	79,7%	
Comptes ordinaires débiteurs	1,008	0,805	0,200	0,052	0,000	0,000	0,053	0,001	0,012		
Crédits d'investissement	17,358	16,738	15,795	17,333	16,147	16,055	15,192	17,488	20,153	24,8%	15,2%
Crédits à l'équipement	17,358	16,738	15,795	17,333	16,147	16,055	15,192	17,488	20,153	24,8%	15,2%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Autres crédits	3,183	3,183	2,993	2,993	2,802	2,802	2,621	2,612	2,421	-13,6%	-7,3%
Autres agents de CCB non ventilés	0,493	0,763	1,170	0,670	0,687	0,472	3,284	4,171	0,477	-30,6%	-88,6%
Total encours sain	125,677	120,781	125,060	126,441	122,024	121,793	123,395	129,298	134,065	9,9%	3,7%
Créances douteuses brutes	17,361	17,747	15,207	15,854	16,124	14,916	13,738	13,696	13,162	-18,4%	-3,9%
Créances douteuses nettes	6,192	6,352	4,963	5,352	6,337	5,013	5,627	5,629	3,903	-38,4%	-30,7%
dont entreprises	5,384	5,414	3,237	3,870	5,664	4,492	4,766	4,258	2,854	-49,6%	-33,0%
dont ménages	0,804	0,938	1,664	1,482	0,672	0,519	0,859	1,369	1,046	55,7%	-23,6%
Provisions	11,169	11,395	10,244	10,502	9,787	9,903	8,111	8,067	9,259	-5,4%	14,8%
Total encours brut	143,038	138,528	140,267	142,295	138,148	136,709	137,133	142,994	147,227	6,6%	3,0%
Taux de créances douteuses	12,1%	12,8%	10,8%	11,1%	11,7%	10,9%	10,0%	9,6%	8,9%	-2,7	-0,6
Taux de provisionnement	64,3%	64,2%	67,4%	66,2%	60,7%	66,4%	59,0%	58,9%	70,3%	9,6	11,4

Encours de crédits bruts

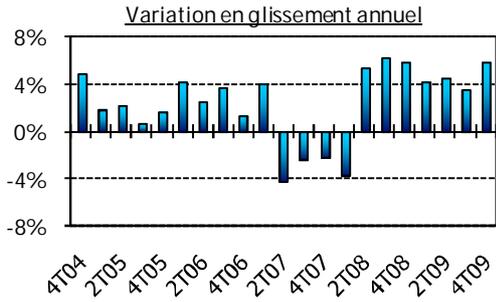
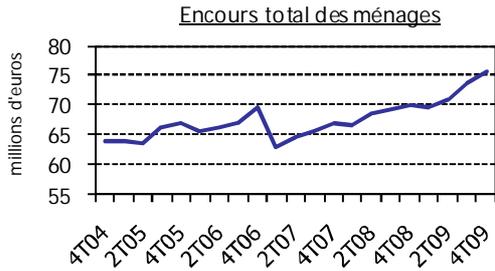


Encours de crédits sains

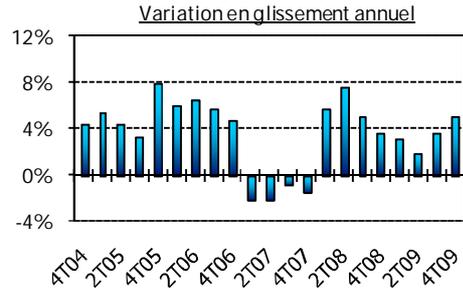
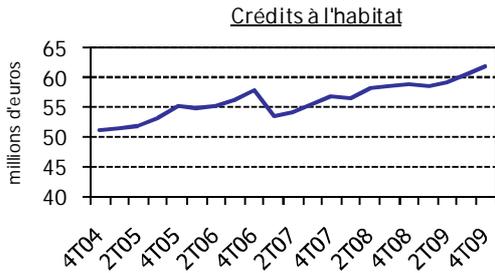


L'endettement des ménages

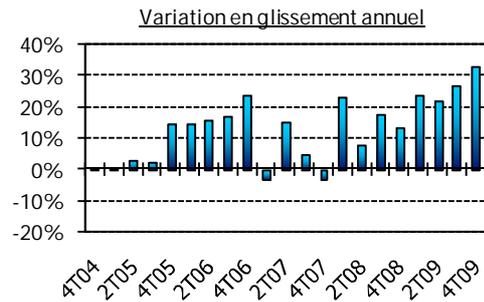
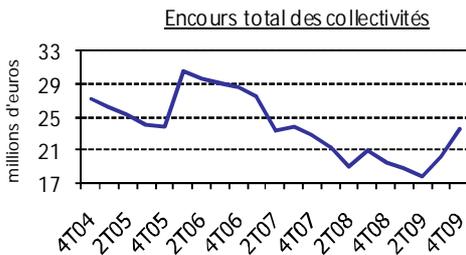
Encours de crédits sains



Crédits à l'habitat

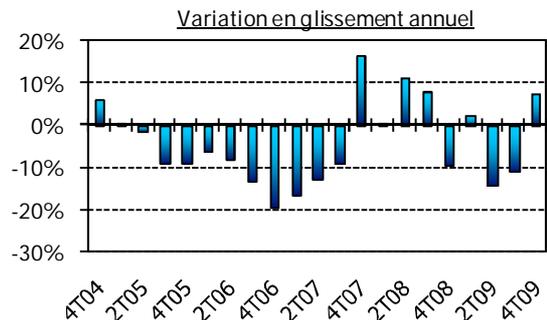
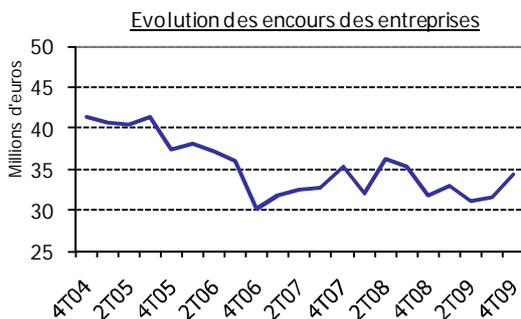


Crédits à la consommation

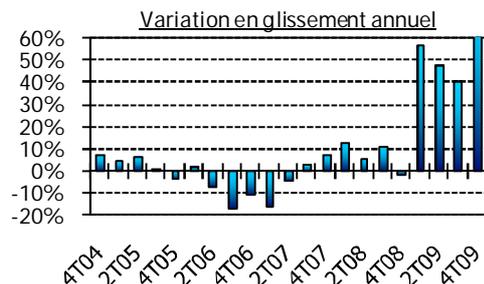
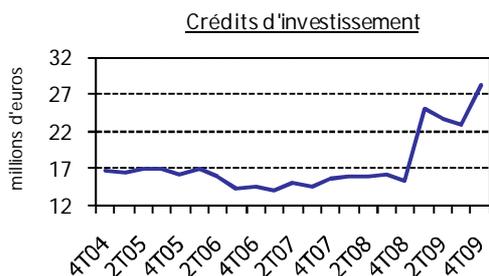


L'endettement des entreprises

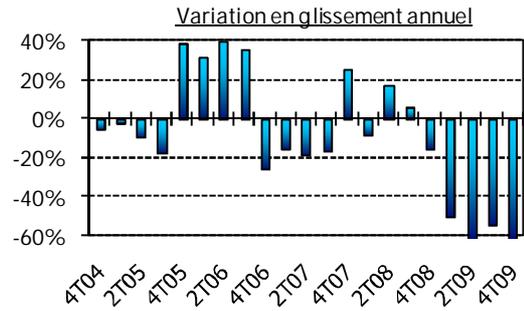
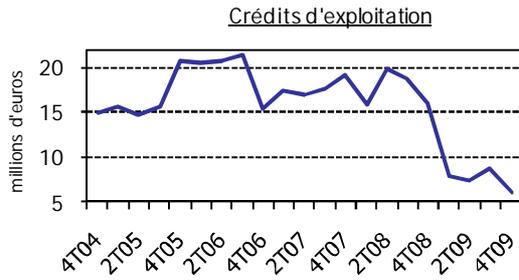
Encours de crédits sains



Crédits d'investissement

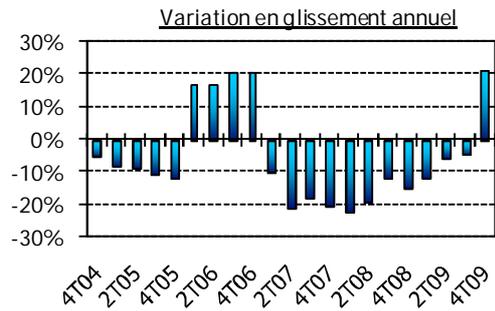
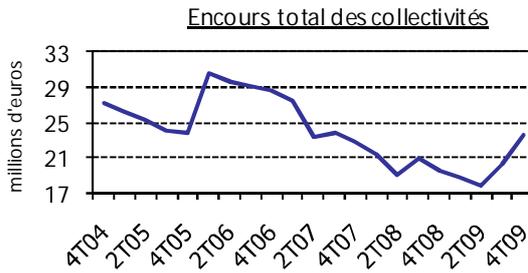


Crédits d'exploitation

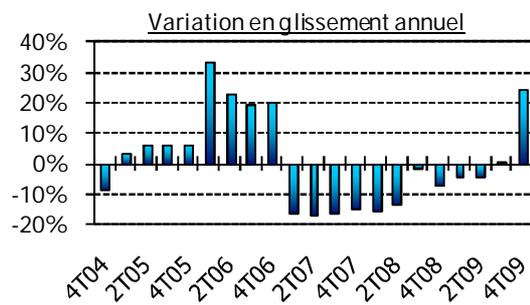
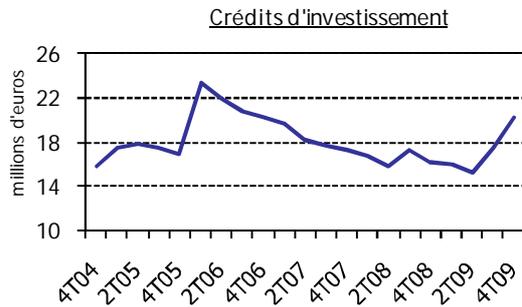


L'endettement des Collectivités locales

Encours de crédits sains



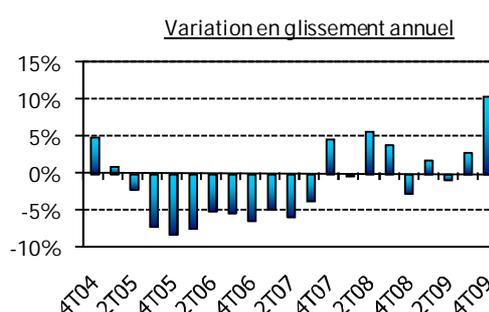
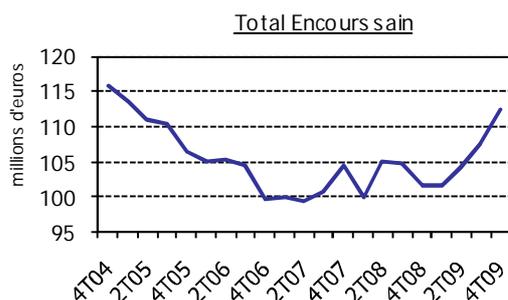
Crédits d'investissement



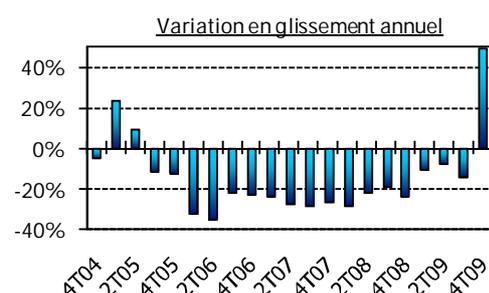
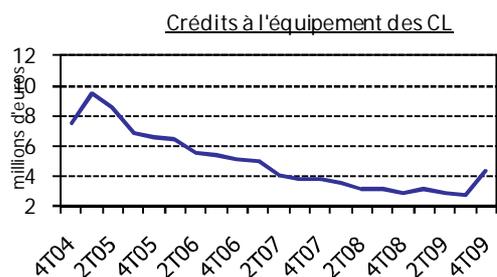
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

Montants en millions d'euros										Variations	
	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 an	1 trim
Entreprises	31,852	28,781	33,030	31,994	28,674	29,700	28,106	28,456	31,403	9,5%	10,4%
Crédits d'exploitation	19,159	15,786	19,788	18,736	16,135	7,854	7,332	8,640	6,066	-62,4%	-29,8%
Créances commerciales	4,364	0,359	2,470	3,059	3,271	0,029	0,026	0,006	0,050	-98,5%	733,3%
Crédits de trésorerie	9,699	9,495	10,152	9,635	9,371	4,475	2,724	4,673	3,641	-61,1%	-22,1%
dont entrepreneurs individuels	0,713	0,635	0,657	0,534	0,511	0,034	0,076	0,038	0,368	-28,0%	868,4%
Comptes ordinaires débiteurs	5,096	5,932	7,166	6,042	3,493	3,350	4,582	3,961	2,375	-32,0%	-40,0%
Affacturage											
Crédits d'investissement	12,276	12,593	12,856	12,888	12,185	21,846	20,774	19,816	25,337	107,9%	27,9%
Crédits à l'équipement	12,276	12,593	12,856	12,888	12,185	21,846	20,774	19,816	25,337	107,9%	27,9%
dont entrepreneurs individuels	1,756	1,578	1,770	0,780	1,557	1,954	1,669	1,563	1,460	-6,2%	-6,6%
Crédit-bail											
Crédits à l'habitat											
Autres crédits	0,417	0,402	0,386	0,370	0,354						
Ménages	65,924	65,424	67,595	68,346	68,791	68,443	70,008	72,528	74,945	8,9%	3,3%
Crédits à la consommation	8,656	8,695	9,355	9,903	9,869	10,833	11,463	12,698	13,249	34,2%	4,3%
Crédits de trésorerie	8,102	8,114	8,738	9,371	9,380	9,826	10,246	10,980	11,670	24,4%	6,3%
Comptes ordinaires débiteurs	0,487	0,516	0,553	0,469	0,427	0,946	1,156	1,659	1,521	256,2%	-8,3%
Crédit-bail	0,067	0,065	0,064	0,063	0,062	0,061	0,061	0,059	0,058	-6,5%	-1,7%
Crédits à l'habitat	56,226	55,861	57,477	57,703	58,254	57,610	58,545	59,830	61,696	5,9%	3,1%
Autres crédits	1,042	0,868	0,763	0,740	0,668					-100,0%	
Collectivités locales	6,225	5,074	3,352	3,799	3,521	3,195	2,964	2,698	5,464	55,2%	102,5%
Crédits d'exploitation	2,413	1,519	0,200	0,666	0,608		0,053	0,001	1,112	82,9%	
Crédits de trésorerie	1,405	0,714		0,614	0,608				1,100	80,9%	
Comptes ordinaires débiteurs	1,008	0,805	0,200	0,052			0,053	0,001	0,012		
Crédits d'investissement	3,812	3,555	3,152	3,133	2,913	3,195	2,911	2,697	4,352	49,4%	61,4%
Crédits à l'équipement	3,812	3,555	3,152	3,133	2,913	3,195	2,911	2,697	4,352	49,4%	61,4%
Crédit-bail											
Crédits à l'habitat											
Autres crédits											
Autres agents et CCB non ventilés	0,412	0,536	1,081	0,487	0,615	0,318	3,206	4,009	0,414	-32,7%	-89,7%
Total encours sain	104,413	99,815	105,058	104,626	101,601	101,656	104,284	107,691	112,226	10,5%	4,2%
Créances douteuses brutes	17,113	17,518	14,978	15,624	15,899	14,705	13,533	13,493	12,961	-18,5%	-3,9%
Créances douteuses nettes	5,969	6,148	4,751	5,138	6,117	4,807	5,422	5,426	3,702	-39,5%	-31,8%
dont entreprises	5,162	5,210	3,025	3,656	5,444	4,286	4,561	4,055	2,653	-51,3%	-34,6%
dont ménages	0,804	0,938	1,664	1,482	0,672	0,519	0,859	1,369	1,046	55,7%	-23,6%
Provisions	11,144	11,370	10,227	10,486	9,782	9,898	8,111	8,067	9,259	-5,3%	14,8%
Total encours brut	121,527	117,399	120,036	120,250	117,500	116,361	117,817	121,184	125,187	6,5%	3,3%
Taux de créances douteuses	14,1%	14,9%	12,5%	13,0%	13,5%	12,6%	11,5%	11,1%	10,4%	-3,1	-0,8
Taux de provisionnement	65,1%	64,9%	68,3%	67,1%	61,5%	67,3%	59,9%	59,8%	71,4%	9,9	11,7

Encours total de crédits sains



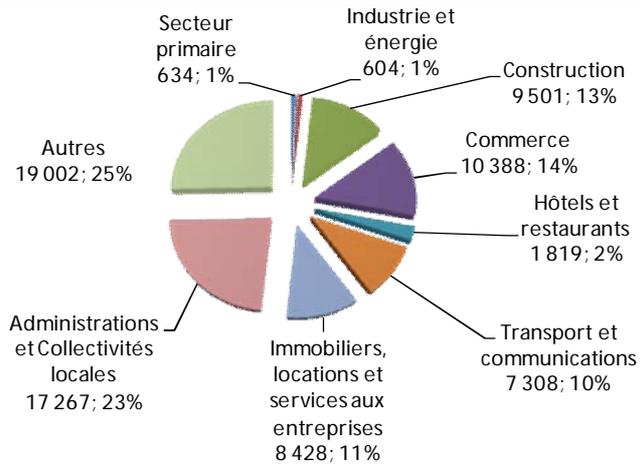
Encours des crédits à l'équipement des Collectivités locales



4. Les engagements bancaires

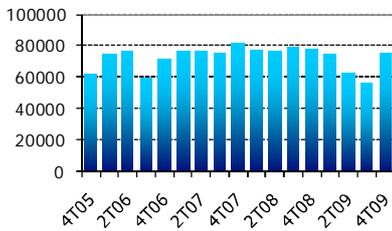
4.1 Les engagements sectoriels

Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2009 (milliers d'euros et %)

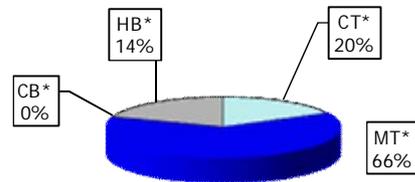


Evolution globale des risques déclarés au SCR

En milliers d'euros

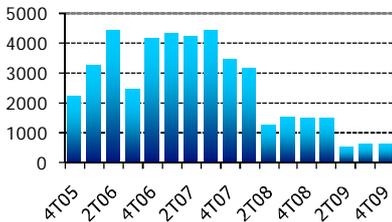


Structure (en %)

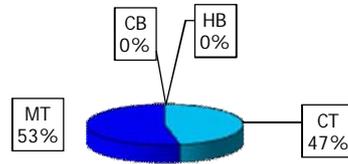


Secteur primaire

En milliers d'euros

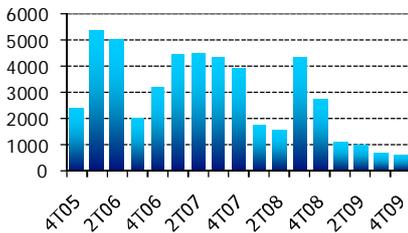


Structure (en %)

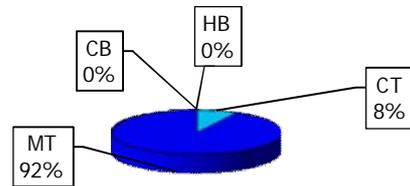


Industrie et énergie

En milliers d'euros

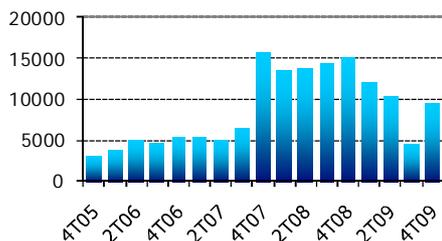


Structure (en %)

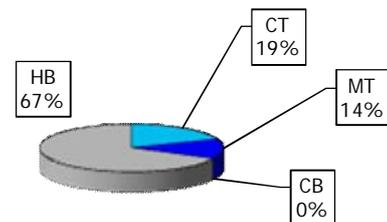


Construction

En milliers d'euros



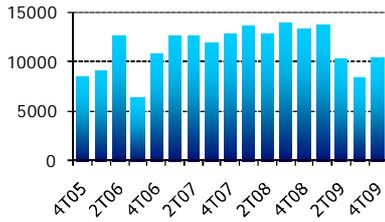
Structure (en %)



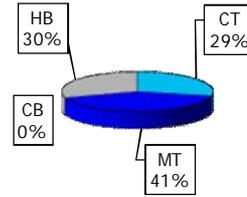
* CT : Court Terme ; MT : Moyen Terme ; CB : Crédit Bail ; HB : Hors Bilan

Commerce

En milliers d'euros

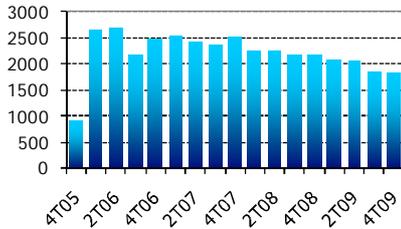


Structure (en %)

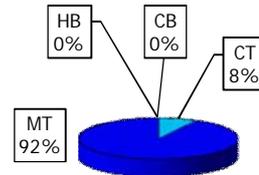


Hôtels et restaurants

En milliers d'euros

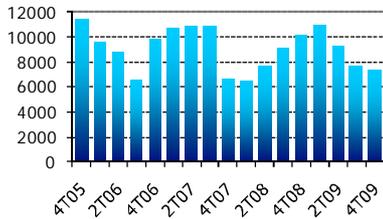


Structure (en %)

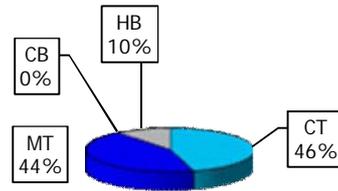


Transport et communication

En milliers d'euros

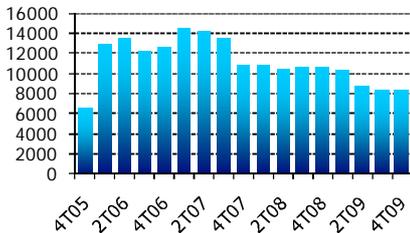


Structure (en %)

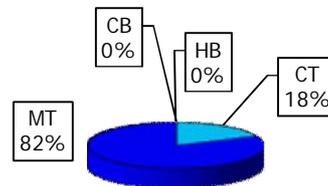


Immobiliers, locations et services aux entreprises

En milliers d'euros

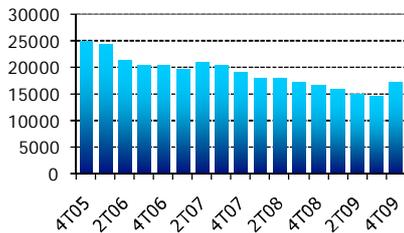


Structure (en %)

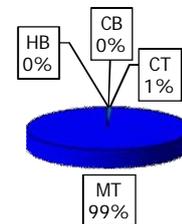


Administrations et Collectivités locales

En milliers d'euros

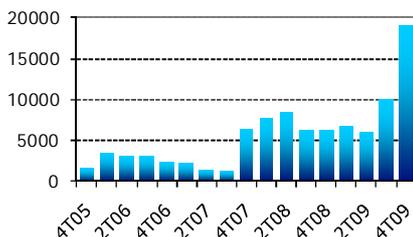


Structure (en %)

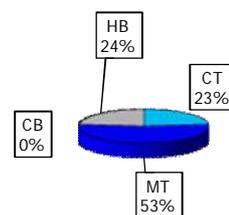


Autres secteurs d'activités

En milliers d'euros



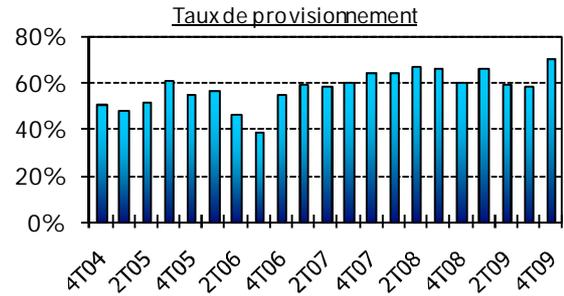
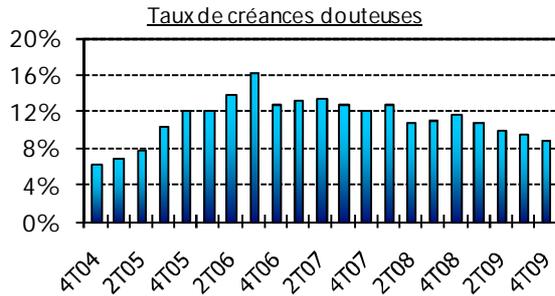
Structure (en %)



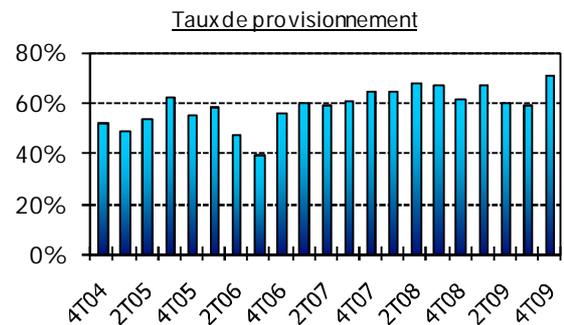
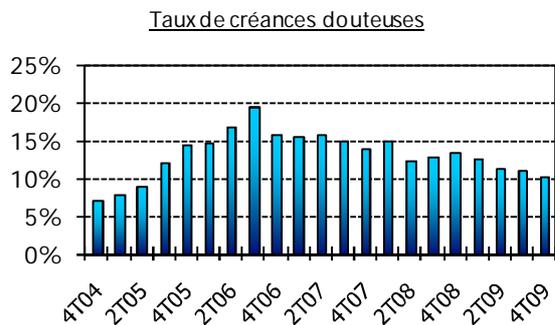
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

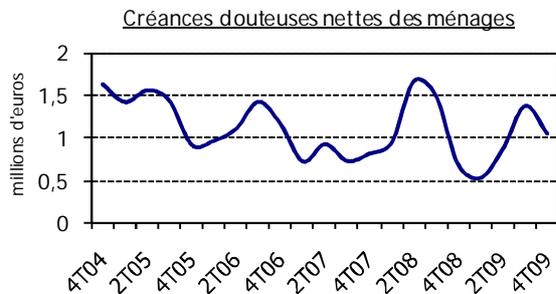


Etablissements de crédit locaux

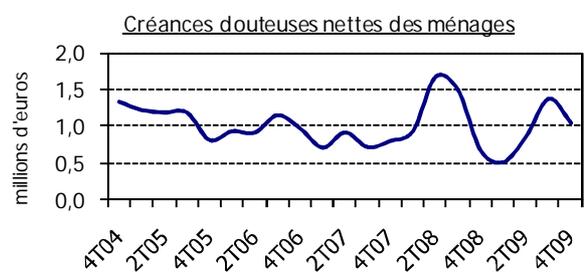


La vulnérabilité des ménages

Ensemble des établissements de crédit

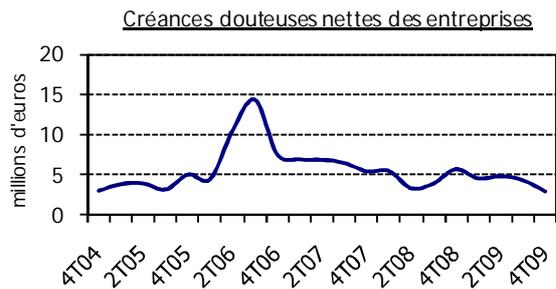


Etablissements de crédit locaux

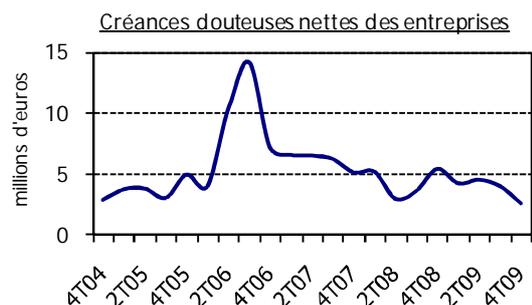


La vulnérabilité des entreprises

Ensemble des établissements de crédit



Etablissements de crédit locaux



5. Rappel des taux

5.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (13/05/2009)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (08/04/2009)	0,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (13/05/2009)	1,75%

TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE (depuis le 1^{er} août 2009)

Livrets A et bleu : 1,25%	LDD* : 1,25%	LEP : 1,75%	PEL** : 2,50%	CEL* : 0,75%
---------------------------	--------------	-------------	---------------	--------------

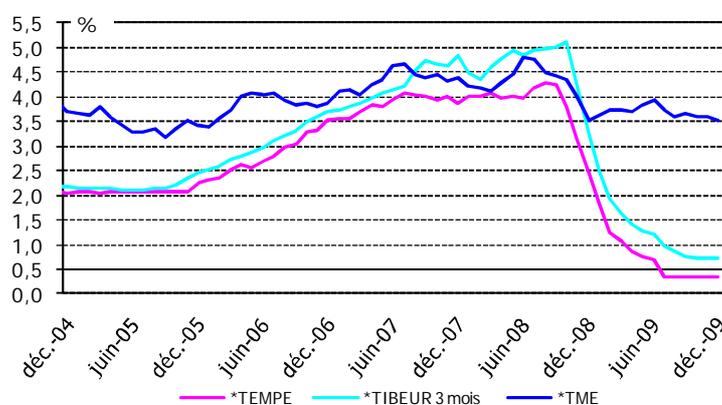
*Livret de développement durable (ex CODEVI)

**hors prime d'Etat

TAUX D'INTÉRÊT LÉGAL

Année 2009 (J.O. du 11/02/09)	3,79%
Année 2008 (J.O. du 23/02/08)	3,99%

5.2 Principaux taux de marché



*TEMPE : taux européen moyen pondéré en euro ; TIBEUR : taux interbancaire offert en euro

*TME : Taux moyen des emprunts d'Etat sur 1 an

5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectifs moyens pratiqués au 4 ^{ème} trimestre 2009 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 1 ^{er} trimestre 2010
PARTICULIERS	Prêts immobiliers		
	- Prêts à taux fixe	6,72 %	6,57 %
	- Prêts à taux variable	6,12 %	5,92 %
	- Prêts relais	6,59 %	6,40 %
	Autres prêts		
- Prêts ≤ 1 524 € (*)	21,4 %	21,45 %	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	20,20 %	19,71 %	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	9,20 %	8,88 %	
ENTREPRISES	Découverts en compte (**)	13,16 %	13,21 %
A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.			

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

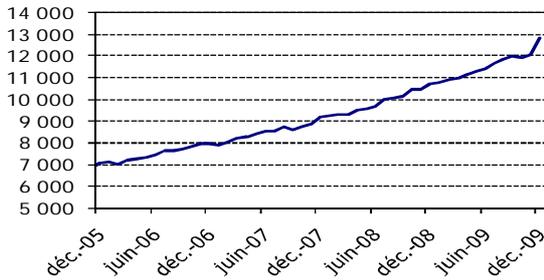
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

6. Monnaie fiduciaire

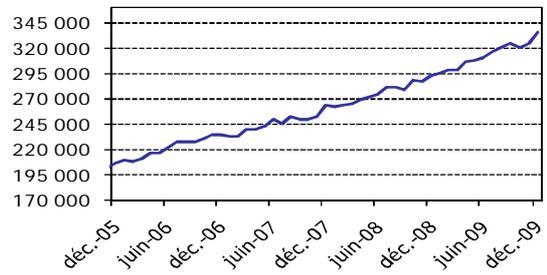
6.1 Emission de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (*)

En milliers d'euros

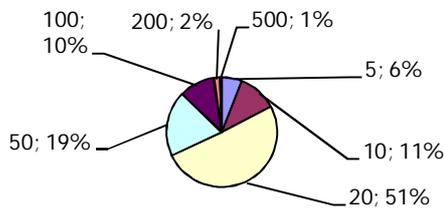


En unités

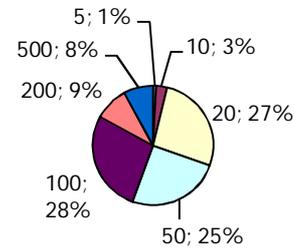


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de billets au 31 décembre 2009

Répartition en volume



Répartition en valeur

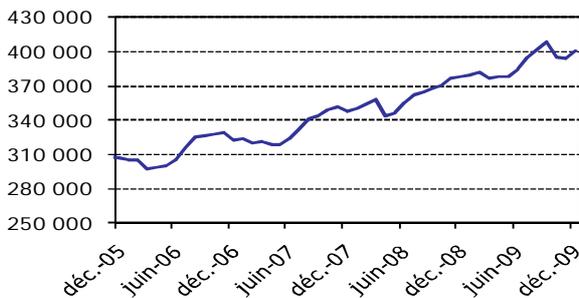


(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

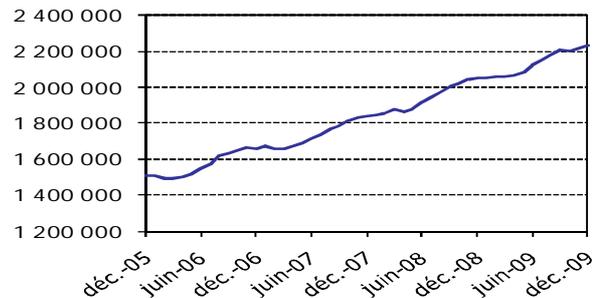
6.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (*)

En euros

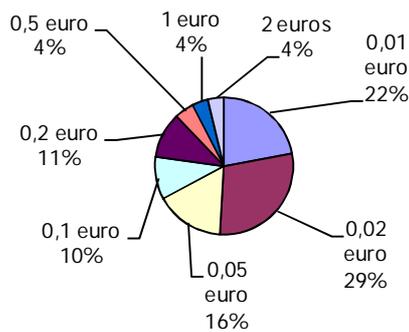


En unités

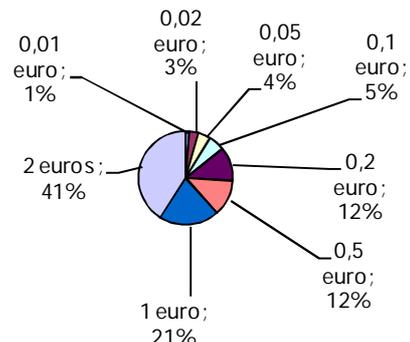


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de pièces au 31 décembre 2009

Répartition en volume



Répartition en valeur



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émis et les pièces retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Liste des publications

La Lettre de l'Institut d'émission
Bulletin trimestriel de conjoncture : Suivi de la conjoncture financière et bancaire
Suivi de la conjoncture économique
Rapport annuel : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, Mayotte,
Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy
Rapport annuel du siège de l'IEDOM

Ces publications sont disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr

Les Notes de l'Institut d'émission

La filière banane à la Martinique (juillet 2005)
Panorama de l'immobilier dans les DOM (décembre 2005)
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM (décembre 2005)
Les relations entre la Guyane et ses pays frontaliers (mai 2006)
La grande distribution en Martinique (juillet 2006)
L'énergie en Guyane (novembre 2006)
L'énergie électrique dans les DCOM (décembre 2006)
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2005 (janvier 2007)
Enquête typologique 2005-2006 sur le surendettement dans les DOM (juillet 2007)
Evolutions statutaires et institutionnelles de l'outre-mer (septembre 2007)
La formation du produit net bancaire dans les DOM (octobre 2007)
Compétitivité des ports ultramarins dans leur environnement régional (décembre 2007)
Le secteur des transports dans les DCOM (décembre 2007)
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006 (décembre 2007)
Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises en outre-mer ? (décembre 2007)
La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008)
La filière des déchets en Guadeloupe (octobre 2008)
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007 (décembre 2008)

Ces publications sont disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr (à partir de décembre 2006)

Les Notes expresses (dernières parutions)

N° 56 Synthèse de l'année 2008 en Guadeloupe (mars 2009)
N° 57 Synthèse de la conjoncture de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2008 (mars 2009)
N° 58 La gestion des déchets à la Martinique (avril 2009)
N° 59 Synthèse de l'année 2008 en Martinique (avril 2009)
N° 60 Les crédits à l'économie guadeloupéenne : caractéristiques, évolution et gestion du risque (avril 2009)
N° 61 Réduction de la commande publique en 2009 à la Réunion (juin 2009)
N° 62 L'habitat à Saint-Pierre-et-Miquelon (novembre 2009)
N° 63 L'habitat à La Réunion (novembre 2009)
N° 64 Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles de début 2009 (décembre 2009)
N° 65 Les caractéristiques de l'habitat en Guyane (janvier 2010)
N° 66 L'habitat à Mayotte (janvier 2010)

Ces publications sont disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr

Les publications CEROM (dernières parutions)

Evaluation du PIB 2004 de Saint-Pierre-et-Miquelon, document de travail CEROM n° 4 (janvier 2007)
Les entreprises de Martinique (juin 2007)
Les comptes économiques de la Guyane en 2006 : premiers résultats (septembre 2007)
Les comptes économiques de la Martinique en 2006 (septembre 2007)
Cycle de vie du tourisme en Guadeloupe (octobre 2007)
Guyane, un développement sous contraintes (juin 2008)
Les comptes économiques de la Martinique en 2007 (octobre 2008)
Guyane-Suriname, une meilleure connaissance mutuelle pour une coopération renforcée (décembre 2008)

Ces publications sont disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Mlle Hélène DESNOS

M. Fabrice DUFRESNE

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Directeur de la publication : M. Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : M. Fabrice DUFRESNE
Edition : IEDOM
Dépôt légal : Mars 2010 - ISSN 0296 - 3116

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

22, place du Général de Gaulle
BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site Internet : www.iedom.fr
